

Éolien en mer : dialogue rompu entre pêcheurs et EDF

Une réunion d'information et de concertation devait se tenir hier, à Bernières-sur-Mer (Calvados), au sujet du parc offshore prévu au large de Courseulles-sur-Mer. Elle a tourné court.

Reportage

« Je viens de me faire bousculer, ils sont très agressifs. Je suis déçu que cela se passe comme ça. Le dialogue est impossible. » Désabusé et contrarié, Benoît Figarede. Hier, le chargé de relation pêche pour EDF Renouvelables avait du mal à se remettre de ses émotions.

La scène, révélatrice du climat de tension entourant ce dossier, s'est déroulée peu après 15 h, à Bernières-sur-Mer, commune du littoral calvadosien. Dans une salle située sur la place du 6-Juin, une réunion doit alors se tenir entre pêcheurs et représentants d'EDF et du Réseau de transport d'électricité. Objectif : échanger sur le futur parc de 64 éoliennes, prévu pour être opérationnel en 2024 à 10 km au large de Courseulles-sur-Mer.

« On les empêchera de travailler »

En préambule à cette entrevue, le Réseau d'informations et de conseil en économie des pêches (Ricep) doit présenter les méthodes envisagées pour verser des compensations financières aux professionnels de la mer, en raison des impacts d'un tel chantier.

Après avoir installé plusieurs banderoles de contestations à l'extérieur,



Après avoir quitté la salle de réunion de manière musclée, les pêcheurs ont allumé des fumigènes sur la place 6-Juin, à Bernières-sur-Mer, hier. | PHOTO : OUEST-FINANCE

une vingtaine de pêcheurs s'assoient autour de la table. Pas pour longtemps. « Bon, on est là pour vous écouter et respecter votre travail mais pas pour négocier, tranche immédiatement Philippe Calone, pêcheur à Ouistreham et porte-parole des pêcheurs contre ce parc offshore. **On sait que vous nous mentez. Vous nous prenez pour des**

chiens ! »

À peine ces mots prononcés, les pêcheurs se lèvent. Certains sont à la limite de renverser des tables dans la salle, d'autres en viennent aux insultes et aux menaces verbales. Ils quittent les lieux en déclenchant volontairement l'alarme. Rejoignent l'extérieur et craquent des fumigènes sous les yeux des gendarmes. La réunion

est terminée alors qu'elle n'a pas commencé.

« C'est vraiment dommage, reprend Benoît Figarede. On souhaite que ce parc se réalise dans la concertation. On ne peut pas encore avancer trop de chiffres, mais on peut d'ores et déjà assurer que les compensations financières versées au monde de la pêche seront de l'ordre de plusieurs millions d'euros. »

Un discours qui ne semble pas convaincre. « Les pertes engendrées, on ne les connaît pas encore », assure Dimitri Rogoff, président du comité régional des pêches de Normandie. « On sait que les impacts d'un tel chantier vont être énormes, avance Philippe Calone. On estime que ce parc va détruire entre 20 % et 30 % de la ressource halieutique. Leur argent ne la remplacera pas. »

Après la manifestation qui se voulait « pacifique » et qui a rassemblé 400 pêcheurs samedi à Caen (lire *dimanche Ouest-France*), le ton pourrait encore se durcir dans les semaines et les mois à venir. « Quand le chantier débutera en mer, on les empêchera de travailler, projette Philippe Calone. Pour cela, on a déjà prévu des regroupements de flottille. » Cela promet quelques sorties en baie de Seine agitées.

Benoît LASCoux.